

Nous refusons un monde *sans contact*
**Déclaration lue à la tribune, lors de l'"International Contactless
Technologies Forum" à Marseille le 17 juin 2009**

Vous voulez "*rassurer l'opinion publique*".

Nous n'avons pas besoin d'être rassurés.

Nous n'avons pas peur, nous sommes en colère.

Nous sommes en colère contre vous, qui transformez le monde sans jamais demander leur avis à ses habitants.

Nous refusons votre monde "sans contact", votre désir forcené de gestion rationnelle de la vie et des populations.

Nous refusons votre monde-machine, votre haine du vivant qui vous pousse à préférer habiter un univers numérique.

Nous refusons votre "environnement intelligent", vos dispositifs de "réalité augmentée", votre "ville numérique".

Nous ne voulons pas d'une vie plus "pratique", plus "efficace", plus "rapide", plus "rentable", sous monitoring électronique et traçabilité totale.

C'est ce monde-là que façonnent vos technologies "sans contact" – quelles que soient les "bonnes" et les "mauvaises" applications que vous tentez en vain de distinguer. Quels que soient les "régulations" et "contrôles" confiés à la CNIL, dont l'un des commissaires, Philippe Lemoine, est vice-président de GS1, le lobby de la RFID présent dans ce salon – ce qui en dit assez sur le genre de protection assurée par cette commission.

Vous semblez avoir renoncé à une vie digne et libre. Il nous reste cette décence ordinaire qui nous fait choisir un monde *avec* contact.

Qui croyez-vous être pour vous permettre de nous rassurer ? Qui vous a donné un tel mandat ?

Nous sommes en colère et vos tentatives pour vous rendre acceptables, vous et votre monde, ne nous duperont pas.

Contrairement à ce que vous croyez – avec Michel Alberganti ici présent – nous sommes pour le progrès. A en juger par les "solutions" exposées dans leurs stands par vos entreprises, vous êtes les opposants du progrès. En choisissant de confier à des machines vos fonctions humaines, vous renoncez à faire progresser ce qui, dans notre humanité, aurait fort besoin d'évoluer.

Vous prétendez "rassurer l'opinion", en réalité chacun aura compris qu'il s'agit aujourd'hui de rassurer les entreprises contre le *risque d'opinion* – et sans doute, sur ce point, avez-vous raison.